



Revue de presse



Dimanche 21 Janvier 2024



Conjoncture : Consolider la résilience économique

Les perspectives de l'économie algérienne, à court terme, sont «globalement favorables», marquées par une croissance toujours robuste et une inflation plus modérée en 2024, selon le FMI. La loi de finances 2024, prévoit une batterie de mesures législatives destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à l'appui aux investissements et à l'économie nationale, ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales.



Lutte contre l'inflation : Des résultats probants

Les données relatives à la situation économique de l'Algérie en ce début d'année 2024 font ressortir une bonne nouvelle s'agissant des équilibres macroéconomiques qui sont au vert, et une mauvaise concernant l'inflation, dont le rythme annuel s'est établi à fin 2023 à 9,2%.

Il y a lieu de souligner l'effort soutenu fourni par l'Etat, conformément à l'engagement du président de la république, Abdelmadjid Tebboune, en vue de renforcer le pouvoir d'achat des ménages, dont la dégradation s'est accélérée depuis l'apparition des tensions inflationnistes en 2021.

Diversification des portefeuilles des Banques publiques : La recette des experts

Quel effet peut avoir l'inflation sur la rentabilité des banques publiques ? La question est posée à deux experts. Pour Mourad Goumiri, économiste,

les banques commerciales sont «tributaires des politiques monétaires mises en œuvre par la Banque d'Algérie, à travers notamment le taux de réescompte qu'elle définit pour une période et qui est, soit élevé, pour freiner l'inflation, ou bien bas pour favoriser l'expansion monétaire».

Projet de loi sur les assurances : Les dernières retouches

Le nouveau projet de loi sur les assurances en Algérie est une étape importante dans la modernisation du secteur des assurances dans le pays et doit contribuer au développement de l'économie nationale en renforçant la confiance des investisseurs et en améliorant la protection des consommateurs. Les consommateurs bénéficieront également d'une meilleure protection et d'une plus grande transparence de la part des compagnies d'assurance, d'autant plus que ces dernières doivent également respecter les normes strictes en matière de transparence et de communication avec les clients.

Éducation financière : Débat d'experts

C'est un débat riche, franc et constructif, portant éducation et inclusion bancaire, qu'a abrité, jeudi, la prestigieuse école MDI Business School à Chéraga (Alger). Tout de go, le professeur Brahim Benabdeslem, directeur de l'école, affirme que l'éducation financière est un «élément fondamental, non seulement dans l'intensification et la massification du système bancaire à travers tout le territoire national, mais également ça permet de rationaliser, du point de vue économique, l'individu».

Investissement innovant

L'Agence nationale de l'auto-entrepreneur est centrée sur une conception alliant encouragement des jeunes créateurs et intégration progressive de l'économie formelle. La démarche ne se détache pas de l'exploitation rationnelle des ressources disponibles en instaurant un système fiscal motivant et complètement différent du système actuellement en vigueur pour fournir des services en ligne. Des dispositions de la loi de finances prévoient des réductions fiscales pour encourager les entrepreneurs, notamment dans le milieu universitaire. Des centres d'appui et de soutien pour accompagner les jeunes promoteurs sont lancés afin de les aider à concrétiser leurs projets.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Ouverture du Capital du CPA: mise en vente des actions à partir du 30 janvier

L'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA), prendra effet à partir du 30 janvier courant, avec la mise en vente de 22 millions d'actions, dans une première phase, au prix de 2.300 Da par action, a annoncé, jeudi, la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB).



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Introduction du CPA en bourse : une étape charnière dans l'histoire du marché financier algérien

L'introduction en Bourse du Crédit populaire d'Algérie (CPA), qui débutera le 30 janvier avec la mise en vente des actions, constitue une étape charnière dans l'histoire du marché financier algérien, a souligné, jeudi à Alger, le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) Youcef Bouznada.

"Il s'agit d'un événement qui constitue une étape charnière dans l'histoire du marché financier algérien, d'abord parce que le CPA est la première banque à être cotée à la Bourse d'Alger depuis la création de cette dernière", a indiqué le président de la Cosob qui s'exprimait lors d'un point de presse conjoint avec le Directeur général du CPA, Ali Kadri, à l'issue de la réunion du Conseil de la Commission pour examiner le dossier d'introduction de cette banque publique.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Ministère de la Communication – Cosob: une convention pour former les journalistes dans les finances](#)

Le ministère de la Communication et la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) ont procédé, jeudi à Alger, à la signature d'une convention visant la formation de journalistes dans le secteur financier.

Cette convention a été signée par le Secrétaire général du ministère de la Communication, Mokhtar Khaldi, et le président de la COSOB, Youcef Bouzenada.



[Première banque algérienne ouverte à l'étranger](#)

[La banque «AUB» se déploie en Mauritanie](#)

Après sa première agence ouverte dans la capitale, deux antennes seront ouvertes, dont une en février prochain à Nouadhibou.

The «Algerian Union Bank-AUB», la première banque algérienne ouverte à l'étranger, basée dans la capitale mauritanienne, s'apprête à ouvrir, au cours du premier trimestre courant, deux nouvelles agences, dont une à Nouadhibou, capitale économique du pays, a indiqué son directeur général, Merouane Aliane.



[Bourse d'Alger](#)

[Le CPA frappe à la porte](#)

Les professionnels soulignent l'urgence d'une réforme de la Bourse d'Alger

L'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA), prendra effet à partir du 30 janvier courant, avec la mise en vente de 22 millions d'actions, dans une première phase, au prix de 2.300 Da par action, a annoncé, jeudi, la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB).



Sommet du FCEG à Alger : Un tournant décisif pour les pays membres

Le 7e Sommet des pays exportateurs de gaz naturel, regroupés au sein du GECEF (Gas Exporting Countries Forum), prévu du 29 février au 3 mars prochains à Alger, promet d'être un événement majeur sur la scène énergétique. Il revêt une importance majeure aussi bien pour les pays membres que les pays consommateurs, et encore plus pour le pays hôte.



Opération de vente d'actions du CPA : Une part de 30% réservée au large public

Prévue à partir du 30 janvier courant pour une période d'un mois, soit jusqu'au 28 février prochain, l'ouverture à la souscription des actions du crédit populaire d'Algérie (CPA) suscite déjà l'intérêt de certaines catégories de particuliers désireux d'effectuer des placements avantageux dans les titres proposés à la vente par cette importante banque étatique. Tel que confirmé avant-hier lors d'un point de presse à Alger par le directeur général de la banque, Ali Kadri, une part de pas moins de 30% sur cette offre publique de vente d'actions (OPV) est effectivement réservée à un large public d'épargnants, soit à toute personne physique de nationalité algérienne résidente, y compris les salariés du CPA.



En 2024, 28% des entreprises africaines visent l'Afrique subsaharienne comme leur 3e grand marché.

La majorité des chefs d'entreprises sondés reconnaissent que les actions gouvernementales relatives au renforcement des accords commerciaux régionaux ont eu un impact positif sur leurs stratégies d'approvisionnement.

Environ 28% des dirigeants d'entreprises africains s'attendent à ce que l'Afrique subsaharienne soit leur troisième plus grand marché en 2024 juste après l'Europe et l'Amérique du Nord contre 19% seulement en 2023, selon un rapport publié le lundi 15 janvier par le cabinet de recherche Economist Impact.

دخول القرض الشعبي الجزائري إلى البورصة: مرحلة مفصلية في تاريخ السوق المالية الجزائرية

أكد رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، يوسف بوزنادة، يوم الخميس بالجزائر العاصمة، أن دخول القرض الشعبي الجزائري إلى البورصة، ابتداء من 30 يناير الجاري، مع طرح الأسهم للبيع يشكل مرحلة مفصلية في تاريخ السوق المالية في الجزائر.

و أوضح رئيس البورصة خلال ندوة صحفية مشتركة مع المدير العام للقرض الشعبي الجزائري، علي قادري، عقب اجتماع مجلس اللجنة لدراسة ملف ادراج هذا البنك العمومي، أن "الأمر يتعلق بحدث سيشكل مرحلة فاصلة في تاريخ السوق المالية الجزائرية، وذلك لكون القرض الشعبي الجزائري هو أول بنك تتداول أسهمه في بورصة الجزائر منذ انشاء هذه الاخيرة".

فتح رأسمال القرض الشعبي الجزائري: الإنطلاق في عملية بيع الأسهم ابتداء من 30 يناير

أعلنت لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها "COSOB"، في بيان لها يوم الخميس، عن إنطلاق عملية فتح رأسمال القرض الشعبي الجزائري "CPA" ابتداء من 30 يناير الجاري كمرحلة أولى، بعرض بيع 22 مليون سهم، بقيمة 2300 دج للسهم الواحد.

و ستبدأ عملية بيع الأسهم "كمرحلة أولى بعرض البنك لبيع عام لـ 22 مليون سهم عادي قابل للزيادة حتى 60 مليون سهم، في حدود 30 بالمائة من رأس المال إذا تجاوزت طلبات الاكتتاب العدد الأولي المحدد للأسهم"، حسب البيان.



دخول القرض الشعبي الجزائري إلى البورصة اعتبارا من هذا التاريخ

أكد رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، يوسف بوزنادة، الخميس، أن دخول القرض الشعبي الجزائري إلى البورصة، ابتداء من 30 جانفي الجاري، مع طرح الأسهم للبيع يشكل مرحلة مفصلية في تاريخ السوق المالية في الجزائر. وأوضح رئيس البورصة خلال ندوة صحفية مشتركة مع المدير العام للقرض الشعبي الجزائري، علي قادري، عقب اجتماع مجلس اللجنة لدراسة ملف إدراج هذا البنك العمومي، أن "الأمر يتعلق بحدث سيشكل مرحلة فاصلة في تاريخ السوق المالية الجزائرية، وذلك لكون القرض الشعبي الجزائري هو أول بنك تتداول أسهمه في بورصة الجزائر منذ إنشائه هذه الأخيرة."



منتدى الدول المصدرة للغاز: الخبراء يؤكدون على أهمية قمة الجزائر

تكتسي القمة السابعة لمنتدى البلدان المصدرة للغاز، التي ستحتضنها الجزائر ما بين 29 فيفري و 2 مارس القادمين أهمية بالغة وفق ما أكده خبراء عرب في مجال الطاقة.

وفي تصريح لـ وأج أكد خبراء عرب في مجال الطاقة ان الجزائر حاليا تلعب دروا هاما حيويا كعمون موثوق للغاز الطبيعي وكبلد رائد في أسواق الطاقة العالمية.

PERISCOOP

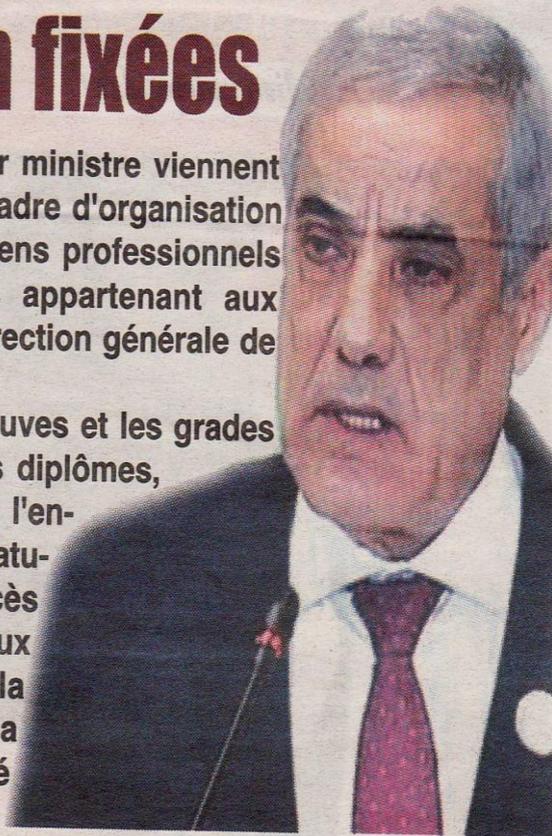
Soirperiscoop@yahoo.fr

Vend. 19 - Sam. 20 janvier 2024 - Page 2

Les conditions de promotion fixées

Les services du Premier ministre viennent de fixer par arrêté le cadre d'organisation des concours et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de la direction générale de la fonction publique.

Les spécialités, les épreuves et les grades concernés, la notation, les diplômes, le dossier à fournir bref, l'ensemble des conditions statutaires exigées pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de la direction générale de la fonction publique ont été détaillés.



SELON L'OPEP

En 2024 et 2025, le monde aura besoin de beaucoup de pétrole

La demande de pétrole ne risque pas de faiblir. C'est en fait sur des records que se dirige la consommation mondiale d'or noir, selon les perspectives 2024 et 2025 livrées par l'Organisation des pays exportateurs (Opep) dans son très attendu rapport mensuel du mois de janvier, finalement publié mercredi.

Dans son Monthly Oil Market Report (MOMR), le rapport mensuel de janvier, publié mercredi, l'Opep étale un optimisme sans faille quant à la demande mondiale de pétrole grâce notamment à la consommation de carburants. «Les voyages en avion vont continuer à se développer, en raison de l'augmentation du trafic international et national.

Les besoins en essence continueront à être soutenus par l'augmentation constante de la mobilité routière dans les principaux pays consommateurs, tels que la Chine, le Moyen-Orient, l'Inde et les États-Unis», prédit l'Opep qui ne doute pas, donc, de la croissance de la demande de pétrole. En chiffres, la demande mondiale de pétrole en 2025 devrait connaître une «croissance robuste» de 1,85 million de barils par jour, grâce aux carburants donc mais aussi la poursuite d'une activité économique solide en Chine ainsi qu'une croissance ferme attendue dans d'autres pays non-membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La croissance attendue en 2025 sera toutefois inférieure à celle prévue cette année qui, elle, devrait atteindre 2,25 million de

barils par jour, selon les estimations de l'Opep. En termes de consommation de pétrole, en 2025 elle atteindrait 106,2 millions de barils en moyenne journalière, 104,4 millions en 2024 alors qu'en 2023, elle devrait avoir atteint 102,1 selon les estimations de l'organisation. Plus que jamais donc, malgré les appels et recommandations des anti-énergies fossiles, il est attendu que le monde demande et consomme du pétrole à satiété et les pays producteurs, notamment les membres de l'Opep sont appelés à assurer sur le plan de la production tout en s'efforçant de ne pas tordre le cou à la discipline dans l'application des réductions décidées par l'alliance Opep+ pour soutenir les prix.

En tous les cas, les perspectives annoncées par l'Opep pour 2024 et 2025 confortent les prévisions budgétaires de la plupart des

pays producteurs, tous pratiquement ont adopté leur budget sur la base d'un prix compris entre 60 et 70 dollars le baril de Brent, privilégiant ainsi la prudence, à l'instar de l'Algérie qui s'attend à une baisse des recettes pétrolières de 2,55 milliards de dollars sur une base annuelle, malgré la stabilité des estimations du prix du baril sur lesquelles le gouvernement a basé son budget 2024.

Les revenus pétroliers de l'Algérie diminueront à 3 512 milliards de dinars (26,07 milliards de dollars) au cours de l'année 2024, contre 3 856 milliards de dinars (28,62 milliards de dollars) de revenus attendus à fin 2023. Des «pertes» attendues moins importantes que celles que projettent d'autres pays exportateurs d'hydrocarbures tels l'Arabie saoudite ou le Qatar.

Azedine Maktour

LES DOMICILIATIONS BANCAIRES DÉSORMAIS INTERDITES

Plus d'importation de produits finis en céramique

La décision d'interdire toute importation de produits finis en marbre et en céramique avait été annoncée à plusieurs reprises par le président de la République. Elle vient d'être actée par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations qui demande l'arrêt de toute domiciliation bancaire liée à l'importation de produits en marbre et en céramique, sous leur forme finale. L'Algérie entend ainsi booster une filière, désormais en mesure de répondre aux besoins du marché local et d'importer l'excédent produit.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est à plusieurs occasions que le président de la République a déjà eu à évoquer la filière céramique, appelant à l'arrêt total de toute importation de produit fini. Le ministère du Commerce vient de passer à l'acte, puisqu'il a adressé à l'Association des banques et établissements financiers une note, datée du 15 janvier dernier, dans laquelle il est demandé aux banques, «de ne plus accepter les demandes de domiciliation bancaire liées à l'importation de pro-

duits en marbre et en céramique, sous leur forme finale».

À son tour, l'Association des banques et établissements financiers a demandé aux banques de prendre toutes les dispositions nécessaires, pour l'application de cette mesure. Une décision qui s'inscrit en droite ligne des orientations visant d'un côté à protéger la production locale mais également de favoriser les exportations hors hydrocarbures.

En effet, la filière céramique fait partie de celles en mesure de parti-

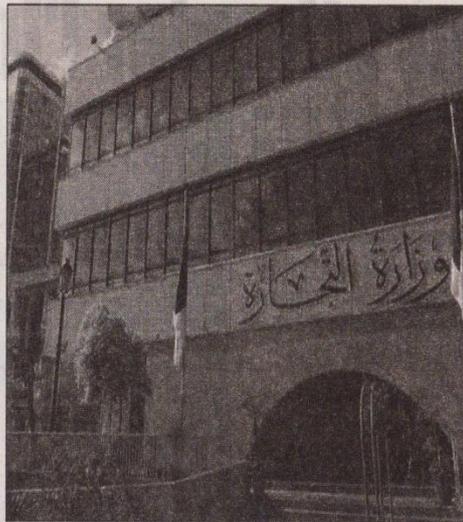


Photo : DR

ciper à l'accomplissement de ces objectifs au regard du potentiel soutenu par une cinquantaine d'usines réparties sur l'ensemble du territoire national pouvant produire 700 millions m², ce qui répond largement aux besoins du marché national.

Le président de l'Association des céramistes algériens avait déclaré, il y a quelques mois, sur les ondes de la radio nationale que le potentiel à l'export de l'Algérie peut aller jusqu'à 300 millions m² de céramique, expliquant que, «nous

pouvons exporter jusqu'à 300 millions m² facilement, si nous avons toutes les conditions réunies en logistique et bien sûr, en réformes bancaires». Et ajoutant que «aujourd'hui, les 50 usines implantées sur tout le territoire national, à l'est, à l'ouest, au nord et sud du pays, puisque la matière première est disponible dans toutes les wilayas de l'Algérie, nous permet facilement, confortablement, d'aller sur le plan international, en particulier le marché africain, où il y a une place à prendre. Je pense que la proximité géographique, la position de l'Algérie est stratégique avec ses frontières, nous permet d'aller facilement conquérir ces marchés, avec la qualité et la logistique nécessaires pour trouver une place dans ce marché, très concurrentiel qui n'est pas à sous-estimer, car les présences chinoise, turque, espagnole et italienne, entre autres, ne sont pas des moindres».

N. I.

POUR UNE OFFRE DE PRÈS DE 138 MILLIARDS DE DINARS

L'ouverture du capital du CPA débute le 30 janvier

● Avec cette introduction, la Bourse d'Alger «dépassera le seuil du milliard de dollars de capitalisation boursière au cours de cette année», selon le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), Youcef Bouznada.

Annoncée depuis plusieurs mois après l'échec d'une première tentative de privatisation, l'introduction en Bourse du Crédit populaire d'Algérie (CPA) débutera le 30 janvier avec la mise en vente des actions. L'opération s'étalera jusqu'au 28 février. Et ce, pour une offre qui représente un montant de l'ordre de 137,94 milliards de dinars, sachant que l'étude d'évaluation sur la banque a conclu que sa valeur était de 512 milliards de dinars, à fin juin 2023.

Au total, 22 millions d'actions seront cédées dans une première phase pour 2300 DA l'action. Ce chiffre pourrait être augmenté à 60 millions (au cas où les demandes de souscription dépasseraient le nombre d'actions mises en vente initialement). C'est-à-dire avant d'atteindre la limite des 30% du capital social dont le nombre global d'actions est de 200 millions d'une valeur nominale de 1000 DA l'unité.

Dans le cadre de plusieurs catégories qui vont souscrire des actions du CPA. Il s'agit des personnes physiques de nationalité algérienne résidentes, dont les salariés du CPA (30% des actions cédées), les investisseurs institutionnels (30%) et les personnes morales de nationalité algérienne (40%). Ce sont en somme les détails portant sur l'ouverture partielle du capital du CPA, qui sera ainsi la première institution financière à être cotée à la Bourse d'Alger depuis la création de cette dernière en 1997 et son démarrage effectif fin 1999. Ce qui annonce du nouveau sur le marché financier algérien et ce qui explique aussi l'importance de l'événement attendu aux yeux des responsables du secteur.

Le président de la Commission d'organisation et de surveil-



La mise en vente des actions du CPA se poursuivra jusqu'au 28 février

lance des opérations de Bourse (Cosob), Youcef Bouznada, l'a d'ailleurs bien souligné.

«ÉTAPE CHARNIÈRE»

«Il s'agit d'un événement qui constitue une étape charnière dans l'histoire du marché financier algérien, d'abord parce que le CPA est la première banque à être cotée à la Bourse d'Alger depuis la création de cette dernière», a-t-il indiqué dans ce sillage à l'occasion d'un point de presse conjoint avec le directeur général du CPA, Ali Kadri. Une sortie médiatique tenue à l'issue de la réunion du conseil de la Commission dédiée à l'examen du dossier d'introduction du CPA en Bourse. Il ajoutera, tel que rapporté par l'APS : «Nous sommes là devant l'étape qui consacre l'entame des réformes du marché financier.»

Une étape qui intervient un mois après (décembre 2023) l'obtention du feu vert du Conseil des participations de l'Etat (CPE), à travers laquelle il est attendu la dynamisation la Bourse d'Alger. En effet, le montant de l'offre permettra, selon le président de la Cosob, «de multiplier par deux la capitalisation de la Bourse d'Alger». Avec cette introduction, la Bourse d'Alger «dépassera le seuil d'un milliard de dollars de capitalisation boursière au cours de cette année», a précisé M. Bouznada.

De son côté, le premier responsable du CPA a relevé le caractère historique de cette opération, soulignant l'opportunité pour les investisseurs d'avoir un volume important de titres à négocier et tirer profit d'un tel espace financier. A noter que le CPA prévoit, dans le cadre de cette introduction, une campagne

d'information et de communication destinée aux opérateurs économiques et au grand public.

Pour rappel, en 2022, selon le dernier rapport de la Cosob, la Bourse d'Alger avait enregistré une reprise de l'activité, avec une hausse de la capitalisation boursière à 67,42 milliards de dinars (500 millions de dollars environ), soit une hausse de 48% comparativement à 2021. Actuellement, la Bourse d'Alger compte 4 titres cotés : Alliance Assurances, Biopharm, El Aurassi et Saidal, en plus d'une PME, AOM Invest SPA, spécialisée dans les placements financiers. Après le CPA, la Bourse d'Alger devrait enregistrer cette année l'entrée de la Banque de développement local (BDL) à travers l'ouverture de son capital au même niveau que celui du CPA (30%).

Samira Imadalou

L'ABEF INSTRUIT LES BANQUES

L'importation de marbre et de céramique interdite

● Il est attendu que cette mesure contribue au développement de l'investissement dans la transformation du marbre et de la céramique et réduit parallèlement la facture des importations pour les produits finis issus de ces matériaux.

Dans une nouvelle note adressée aux banques, l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) leur demande de ne plus accepter les domiciliations bancaires liées à l'importation du marbre et de la céramique sous leur forme finale. L'importation de ces deux matériaux de finition après leur transformation, est donc désormais interdite à la faveur de cette décision qui vient opérer un nouveau tour de vis dans cette filière en application d'une instruction du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. La note de l'ABEF précise en effet que la mesure est intervenue après avoir reçu une correspondance le 15 janvier 2024, du secrétaire général du département du commerce, l'informant «qu'il est demandé aux banques de ne plus accepter les demandes de domiciliation bancaire liées à l'importation de produits en marbre et en céramique, sous leur forme finale». Conformément à cette décision, les banques sont appelées à instruire leurs services concernés «à l'effet de prendre toutes les dispositions nécessaires, pour l'application de cette mesure».

Il est attendu que cette mesure contribue au développement de l'investissement dans la transformation du marbre et de la céramique et réduise parallèlement la facture des importations pour les produits finis issus de ces matériaux. De même qu'elle devrait inciter les investisseurs dans les carrières pour rechercher la matière première localement sachant que la production actuelle de marbre brut est bien en-deçà des potentialités existantes, et ce, d'autant que l'Algérie dispose d'importants gisements sous exploités qui pourraient contribuer au développement



Le gouvernement entend, par cette mesure, donner un coup de pouce aux investisseurs locaux

de la filière et permettre au pays de satisfaire le marché local tout en dégageant des excédents pour l'exportation.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle instruction tombe. En avril dernier, le chef de l'Etat, Abdelmajid Tebboune, avait déjà instruit pour l'interdiction d'importation de marbre prêt à l'emploi, avec l'autorisation de l'importation du marbre brut jusqu'à fin juillet. En effet, le président Tebboune avait pris le 30 avril 2023, lors d'un conseil des ministres, la décision «d'interdire l'importation du marbre prêt à l'emploi et d'autoriser unique-

ment l'importation du marbre brut jusqu'à fin juillet, sans pour autant que cette mesure n'engendre une pénurie». Ce qu'il avait déjà fait lors de la crise sanitaire liée à la Covid-19 soulageant les fabricants de ces deux produits qui avaient souffert de cette crise. Pour rappel, les entreprises productrices de céramique avaient perdu 60% de leur chiffre d'affaires, soit l'équivalent de 1,8 milliard de dollars, selon l'Association des céramistes algériens (ACA), au cours d'une récente intervention à la Radio nationale. Avec ce retour à l'interdiction, c'est la satisfaction des professionnels du secteur. Pour ces derniers,

l'importation des dalles brutes et semi-finies par exemple «tue l'industrie du marbre et pénalise ceux qui ont fait de gros investissements dans la transformation et la fabrication des dalles». Mais, faudrait-il mettre l'accent sur la formation de la ressource humaine dans le domaine de la fabrication de plaques de marbres et d'autres produits dérivés. Les spécialistes suggèrent d'ailleurs d'introduire cette spécialité dans les programmes de formation professionnelle, notamment au niveau des wilayas réputées pour l'exploitation de carrières de marbre et sa transformation. **S. Imadalou**

"أوبك" ترفع توقعات الطلب على النفط 800 ألف برميل يوميا في 2024

برميل النفط الجزائري يسجل معدلا سنويا بـ83.64 دولارا في 2023

قدرت منظمة الدول المصدرة للنفط "أوبك" في آخر تقرير دوري لها، لسنة 2023، متوسط سعر النفط الجزائري خام مزيج الصحراء "صحاري بلند" خلال عام 2023، بـ 83.64 دولار للبرميل مقابل 104.24 دولار للبرميل، في نفس الفترة من 2022، بينما تمسكت منظمة البلدان المصدرة للبترول "أوبك"، بتوقعاتها لنمو قوي نسبي في الطلب العالمي على النفط في عام 2024، فيما قالت إن عام 2025 سيشهد زيادة معتبرة في استخدام النفط، بقيادة الصين والشرق الأوسط، في وقت أبكر من المعتاد.



تطور متوسط سعر النفط الجزائري صحاري بلند من 2008 إلى 2023

السنوات	القيمة "دولار للبرميل"
2008	98.96
2009	62.35
2010	80.35
2011	112.92
2012	111.49
2013	109.38
2014	99.68
2015	52.79
2016	44.28
2017	54.12
2018	71.44
2019	64.49
2020	42.12
2021	70.89
2022	104.24
جانفي 2023	83.76
فيفري 2023	83.90
مارس 2023	82.61
أفريل 2023	83.25
ماي 2023	81.76
جوان 2023	80.64
جويلية 2023	80.59
أوت 2023	81.41
سبتمبر 2023	82.91
أكتوبر 2023	83.97
نوفمبر 2023	84.05
ديسمبر 2023	83.64
سنة 2023	83.64

يوميا من الطلب على خام أوبك، وتوقعت "أوبك" أن يصل الطلب على خامها في عام 2024 نحو 28.5 مليون برميل يوميا، أي 0.8 مليون برميل يوميا، أعلى من المستوى المقدر في عام 2023.

وقالت المنظمة إنه استنادًا إلى التوقعات الأولية للطلب العالمي وإجمالي العرض من خارج "أوبك" وسوائل الغاز الطبيعي المسال التابعة للمنظمة، من المتوقع أن يصل الطلب على خامها في عام 2025 إلى 29.0 مليون برميل يوميا، وهو ما يزيد بمقدار 0.5 مليون برميل يوميا عن المستوى المتوقع في عام 2024.

وتتوافق توقعات 2025 مع رأي أوبك بأن استهلاك النفط سيستمر في الارتفاع خلال العقدين المقبلين، وتختلف تقديرات جهات أخرى مثل وكالة الطاقة الدولية بأن يصل الاستهلاك إلى ذروته بحلول عام 2030، مع تحول العالم إلى مصادر طاقة أنظف.

ح. ص

مقابل في نوفمبر 27,837 مليون برميل يوميا، وفي أكتوبر 27,895 مليون برميل يوميا.

أوبك ترفع توقعاتها لنمو الطلب على النفط في 2024

أشار التقرير الشهري إن الطلب العالمي على النفط سيرتفع بمقدار 1.85 مليون برميل يوميا في عام 2025. وبالنسبة لعام 2024، تتوقع "أوبك" نموا في الطلب بمقدار 2.25 مليون برميل يوميا من دون تغيير عن الشهر الماضي. وتتوقع أوبك باستمرار نموا أقوى للطلب على النفط في 2024 من الآخرين، مثل وكالة الطاقة الدولية.

وفي الربع الرابع من عام 2023، بلغ متوسط إنتاج خام "أوبك" 26.7 مليون برميل يوميا، وهو أقل بمقدار 1.9 مليون برميل يوميا من الطلب على خام المنظمة. وخلال عام 2023 بأكمله، بلغ متوسط إنتاج خام أوبك 27.0 مليون برميل يوميا، وهو أقل بمقدار 0.6 مليون برميل

حفيظ صواليلي

● أشار التقرير الدوري للمنظمة إلى بلوغ معدل سعر النفط الجزائري في ديسمبر 78.83 دولارا للبرميل، مقابل 84.80 دولارا للبرميل لنوفمبر، بخسارة ما بين نوفمبر وديسمبر، قدرت بنحو - 5.97 دولار للبرميل الواحد، ونسبة -7.0 بالمائة.

مزيج الصحراء الجزائري رابع نفوط سلة "أوبك" في 2023 سنة. وصنف خام مزيج الصحراء الجزائري ضمن سلة "نفوط أوبك" كإحدى أعلى مستوى لسنة 2023، إلا أنه بالمقابل، يبقى أعلى من مستوى خام برنت بحر الشمال. وتصدر قائمة أعلى نفوط سلة أوبك برسم 2023 "العربي الخفيف" السعودي الذي بلغ خلال 2023 نحو 84.94 دولارا للبرميل، ويأتي بعده "جيراسول" الأنغولي بـ 84.40 دولارا، ثم "الكويت للتصدير" بـ 84.26 دولارا، أما بالنسبة لسلة أوبك، فإنها بلغت 82.95 دولارا.

أما مؤشر خام برنت بحر الشمال، فقد قدر بـ 82.57 دولار، وسجل النفط الجزائري فارقا إيجابيا مقارنة ببرنت بحر الشمال خلال 2023 يبلغ 1.07 دولار.

انخفاض في إنتاج النفط الجزائري في ديسمبر

وحسب تقديرات "أوبك"، شهد الإنتاج النفطي الجزائري نموا سلبيا نسبيا في ديسمبر 2023، مقارنة بنوفمبر 2023، مع مراعاة الالتزامات المتعلقة بخفض مستويات الإنتاج، فضلا عن الاقترع الطوعي الذي قرره الجزائر، حيث قدر ما بين 959-954 ألف برميل يوميا، مقابل 960-930 ألف برميل يوميا في نوفمبر. بالمقابل، بلغ سقف إنتاج منظمة "أوبك" في ديسمبر 26,700

قيمة العارض تفوق 137 مليار دينار طرح أسهم القرض الشعبي الجزائري بداية من 30 جانفي

● كمرحلة أولى بسعر 2300 دج للسهم، قد يرتفع كحد أقصى إلى 60 مليون سهما (30 بالمائة من رأسمال الاجتماعي)، إذا فاقت طلبات الاكتتاب عدد الأسهم المعروضة للبيع بشكل أولي. كما يقدر عدد أسهم رأسمال الاجتماعي للقرض الشعبي الجزائري 200 مليون سهم، مع قيمة اسمية للسهم تقدر بـ1000 دينار.

وذكر بوزنادة بأن مجلس مساهمات الدولة كان قد سمح، في شهر ديسمبر الماضي، للقرض الشعبي الجزائري بالقيام بفتح رأسماله الاجتماعي في حدود 30 بالمائة عبر بورصة الجزائر، مشيرا إلى أن "دراسة التقييم حول البنك قد خلصت إلى أن قيمة هذا الأخير تقدر بـ512 مليار دينار في نهاية شهر جوان 2023".

وتوضيحا لتفاصيل تجزئة العرض، أي الفئات التي يمكنها الاكتتاب لشراء أسهم القرض الشعبي الجزائري في إطار هذا الفتح الجزئي لرأس المال، أكد المدير العام للقرض الشعبي الجزائري أن الأمر يتعلق بالأشخاص الطبيعيين المقيمين من جنسية جزائرية، من بينهم إجراء القرض الشعبي الجزائري (30 بالمائة من الأسهم المعروضة)، والمستثمرون المؤسسيون (30 بالمائة)، والأشخاص المعنويون من جنسية جزائرية (40 بالمائة).

وقال قادري إن العملية ستسمح بمضاعفة مستوى رأسمال الحالي لسوق البورصة الوطنية؛ بالنظر إلى مبلغ الأسهم المعروضة أمام المستثمرين، مضيفا أنها تمثل فرصة للمستثمرين للحصول على حجم كبير من الأوراق المالية للتداول والاستفادة من مثل هذا التفضاء المالي من أجل المساهمة في التنمية الاقتصادية للبلد.

كما يسعى القرض في إطار هذا الدخول إلى البورصة، إلى القيام بحملة إعلامية واتصالية موجهة للمتعاملين الاقتصاديين وكذلك للجمهور العريض، التي ستشمل الجهات الأربع من الوطن.

سعيد بشار

● أكد رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، يوسف بوزنادة، على دخول القرض الشعبي الجزائري إلى البورصة، ابتداء من 30 جانفي الجاري، مع طرح الأسهم للبيع الذي يشكل مرحلة مفصلية في تاريخ السوق المالية في الجزائر.

وأوضح رئيس البورصة، خلال ندوة صحفية مشتركة مع المدير العام للقرض الشعبي الجزائري، علي قادري، عقب اجتماع مجلس اللجنة لدراسة ملف إدراج هذا البنك العمومي: أن الأمر يتعلق بحدث سيشكل مرحلة فاصلة في تاريخ السوق المالية الجزائرية، وذلك لكون القرض الشعبي الجزائري هو أول بنك تتداول أسهمه في بورصة الجزائر منذ إنشاء هذه الأخيرة.

وأضاف أن هذا الإدراج في البورصة: 'يعكس الاهتمام الذي توليه السلطات العمومية، خاصة رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، للسوق المالية، وبالتالي فإن هذه المرحلة تكرر بداية إصلاحات السوق المالية'. كما أشار إلى أن جميع الشروط متوفرة لضمان نجاح هذا الإدراج، قبل أن يضيف أن قيمة العرض، المقدرة بـ137.94 مليار دج: 'ستسمح بمضاعفة رأسمال بورصة الجزائر'.

وقال المتحدث إن بورصة الجزائر ستتمكن بفضل هذا الإدراج: 'من تخطي عتبة واحد مليار دولار من رأسمال البورصة خلال هذه السنة'، مما سيفتح الطريق أمام مؤسسات أخرى لدخول البورصة.

وكانت معطيات لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، قد أشارت إلى أن بورصة الجزائر سجلت في سنة 2022 استئنافا للنشاط، محققة ارتفاعا لرأسمال البورصة بـ67.42 مليار دج (500 مليون دولار تقريبا)، أي بارتفاع نسبته 48 بالمائة مقارنة بسنة 2021. كما أن العرض العمومي للبيع الذي يدخل حيز التنفيذ، ابتداء من 30 جانفي الجاري، إلى غاية 28 فيفري المقبل، يعرض 22 مليون سهما للبيع،

التدريبية لصالح الصحفيين".
ومن جهته، أكد رئيس لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها، يوسف بوزنادة، أن هذه الاتفاقية تسمح للصحفيين بالتعرف على كل المفاهيم المتعلقة بمجال المالية وتمكن في نفس الوقت، من خلال المقالات والتقارير الإعلامية، من نشر الثقافة والتربية المالية لدى الجمهور. وعلى هذا الأساس، سيتم خلال هذه السنة تنظيم أيام إعلامية لفائدة الصحفيين، بالإضافة إلى تكوين في مجال الأسواق المالية على مستوى معهد التكوين المصرفي بالجزائر العاصمة لمدة أربعة أشهر، سيسمح للصحفيين بالحصول على شهادة يمنحها المعهد تمكنهم من التحكم في عدة مجالات ترتبط بالأسواق المالية.
ب. سعيد

وقعت وزارة الاتصال اتفاقية مع لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها "كوسوب"، تنص على تنظيم دورات تكوينية لصالح الصحفيين في مجال المالية، والتقنيات النقدية والمصرفية.
خلال مراسم التوقيع، قال الأمين العام لوزارة الاتصال مختار خالدي: إن الهدف هو تمكين الصحفيين من التعمق في تغطية الفعاليات المالية والنشاطات البنكية، وزرع ثقافة جديدة للمواطن فيها يخص التعاملات البنكية، مع "إعطاء مصداقية أكبر لهيكلنا المالية والبنكية". وأضاف المتحدث أن تنظيم مثل هذه الدورات التدريبية تأتي "في ظل القوانين الجديدة في مجال الإعلام التي تشترط على وسائل الإعلام المكتوبة والسمعية البصرية؛ التركيز على التكوين والدورات

ضمن اتفاقية بين وزارة الاتصال و"كوسوب" تكوين الصحفيين في مجال المالية



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger